

La fuite en avant



PAR JEAN-PAUL PIÉROT

L'Élysée a décidé de faire donner la garde rapprochée du chef de l'État pour bombarder la presse, l'opposition et dans la foulée l'opinion publique dans l'affaire qui enfleure l'été, où d'obscurs personnages côtoient une figure emblématique de la finance et un ci-devant ministre du Budget, commis aujourd'hui aux relations avec le monde du travail (!). Au fil des jours, l'affaire Woerth-Bettencourt est devenue une affaire d'État, qui place désormais au premier plan le président de la République. Les déclarations incendiaires de Frédéric Lefebvre et de Nadine Morano, spécialisés dans la transmission « hard » de la pensée présidentielle, en font foi. Quel but poursuit Nicolas Sarkozy, dont on pourrait penser qu'il aurait tout intérêt à éteindre le feu, mais qui s'ingénie à souffler sur les braises, au risque de s'y brûler ?

L'une des hypothèses est que l'affaire serait si grave qu'il ne sert plus à rien, du point de vue de l'Élysée, de jouer l'apaisement, de se prêter ne fût-ce qu'à une apparence de transparence. La collusion, qui n'est pas un scoop journalistique mais une réalité du capitalisme, entre le pouvoir de droite et le monde de l'argent, prend avec cette affaire un tour si grossier,

La collusion entre le pouvoir et le monde de l'argent prend un tour si grossier que le pouvoir ne verrait plus d'autres recours que la brutalité, l'insulte, les pressions.

presque caricatural, que le pouvoir ne verrait plus d'autre recours que la fuite en avant dans la brutalité, l'insulte, les pressions sur la justice et sur les journalistes.

Ce n'est pas la presse qui a enregistré des conversations lourdes de sens, qui font ensuite l'objet de fuites, pas plus qu'elle n'est à l'origine des

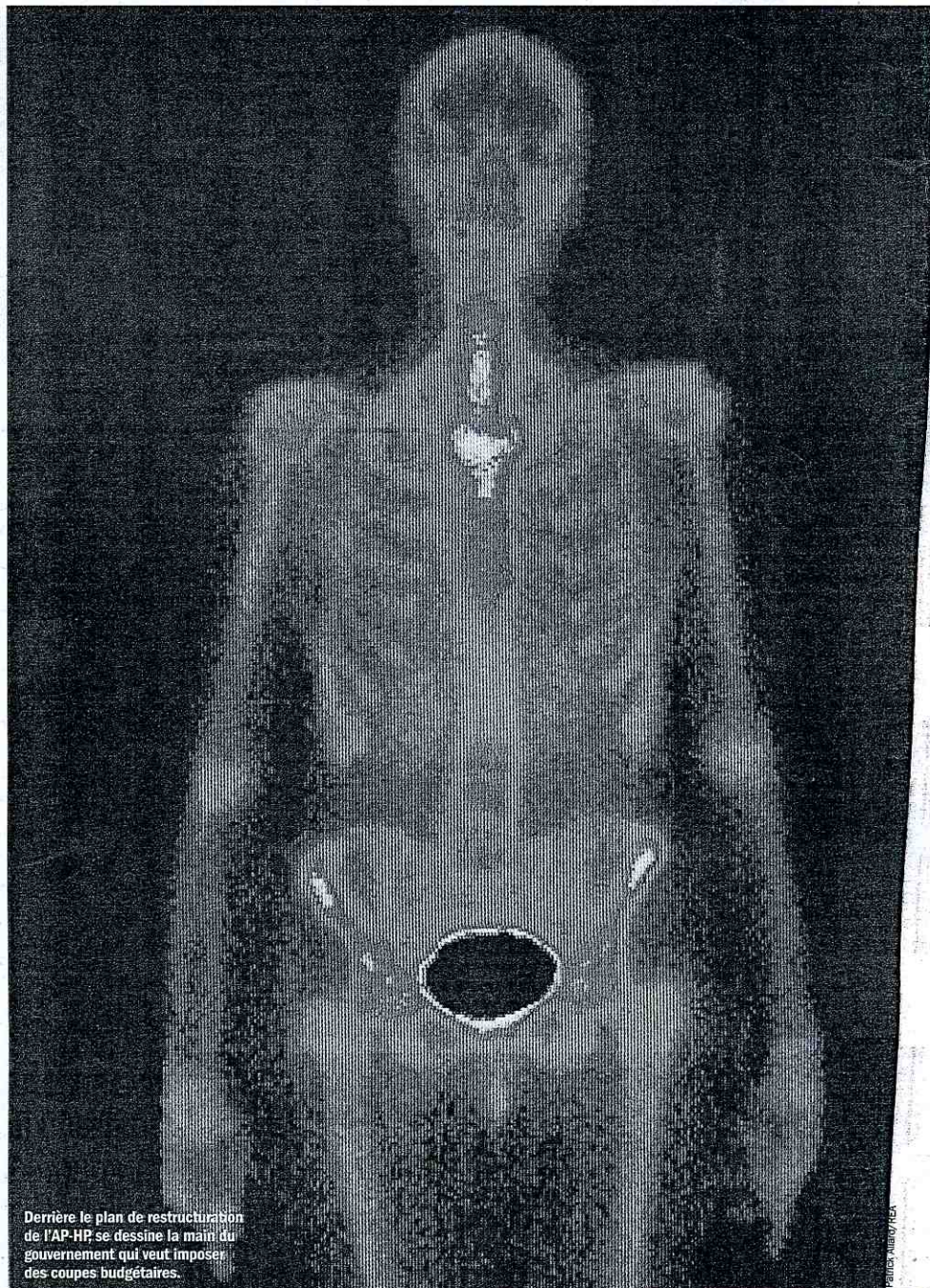
graves accusations échangées dans l'entourage de Liliane Bettencourt, ni de l'évocation des enveloppes bourrées de billets de banque, distribuées à l'UMP en dehors de toute légalité. Quand, de surcroît, l'un des protagonistes siège à Bercy et dirige la trésorerie du parti présidentiel, ce n'est pas violer le principe de la présomption d'innocence que de réclamer l'intervention de la justice, agissant en toute indépendance. Que répondent les proches du chef de l'État ? Xavier Bertrand parle de « méthodes fascistes », Frédéric Lefebvre ne craint pas de fustiger « une alliance immonde » entre l'opposition de gauche et des médias « aux relents d'extrême droite ». Si les mots ont un sens, la République serait menacée par ceux qui réclament que la lumière soit faite sur une bien ténébreuse affaire. Un véritable renversement des rôles.

Autre hypothèse, qui n'exclut pas la première, le gouvernement serait tenté de profiter de l'émoi que provoque dans l'opinion l'affaire Woerth-Bettencourt pour faire oublier le projet du report à soixante-deux ans de l'âge de départ à la retraite, qui sera adopté la semaine prochaine par le Conseil des ministres. Cette contre-réforme, qui s'attaque à des décennies de lutte du mouvement ouvrier, remet en cause une conception progressiste de la place du travail dans la vie humaine, de la solidarité dans la société. Devant un tel enjeu de démolition sociale, Nicolas Sarkozy est-il prêt à dégrader l'atmosphère politique, dût-il perdre encore quelques points supplémentaires dans les sondages qui le créditent d'une moyenne de seulement 30 % d'opinions favorables ? Il est difficile de justifier les liens financiers – impliquant des relations de subordination – entre la femme la plus riche de France, protégée par un bouclier fiscal qui lui restitue 30 millions d'euros par an, et un pouvoir politique représenté par le ministre du Budget/trésorier de l'UMP, après avoir bonimenté *urbi et orbi* sur la moralisation du capitalisme.

Événement HÔPITAL

Le dépeçage sur ordo

Le plan de casse des hôpitaux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a été présenté aux syndicats mercredi. Malgré la mobilisation, la direction générale passe en force sous la pression du gouvernement.



Derrière le plan de restructuration de l'AP-HP se dessine la main du gouvernement qui veut imposer des coupes budgétaires.

